



PIA Au service de l'industrialisation du Togo

PLATEFORME INDUSTRIELLE D'AGRICULTURE
TECHNEO

Partenariat Public-Privé : ZAFIRA Invest + République Togolaise SIVE

- 400 Hte d'Écosystème Industriel (Transformation Agricole)
- Dort Sac - 150 000 TEU, Espace d'Entreposage - 60 000 m²
- Parc à Camion - Capacité de 404 camions
- Premier Parc Textile en Afrique de l'Ouest (100 mètres au minimum)
- Parc Solaire - 300 MW d'Énergie
- Développement Durable - Recyclage - Zéro Carbone
- Circuit Unique regroupant 26 Autorités Administratives Nationales

Boite Nationale SP1, Bp 10000, Lomé - Togo - RD 10000 - +228 9000 0000 | pta@pia.tg | www.pia.tg

Nouvelle Opinion

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité
N°784 du 29 Août 2022 / Prix : 250 FCFA

Décès d'Isidore AYEKO :
La presse togolaise pleure un journaliste mordu à la tâche **P.2**



BTP, aviation, banque et pêche :



Le groupe EBOMAF marque sa touche en Afrique occidentale, orientale et centrale

Dans son amour pour le développement de l'Afrique, le groupe EBOMAF marque d'un élan positif tous les domaines dans lesquels son expertise est sollicitée. Point n'est besoin d'énumérer les réalisations de ce mastodonte des BTP au Togo, au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Burkina-Faso... Après avoir convaincu dans le secteur des banques dans la corne de l'Afrique et au Togo avec installation de IB Bank, le groupe EBOMAF dont la compétence n'est plus à démontrer pose désormais ses valises au Gabon... **Lire page 4**

Construction de 2500 logements sociaux : **P.5**
King Dodjro parle de la cité YAYRA



Coopération Afrique-Japon :
Le Togo a pris une part active à la rencontre de Tunis **P.4**



Transport et logistique :
Des performances enregistrées par le Togo **P.6**





Vos supermarchés restent ouverts !!!
Ne relâchons pas la vigilance ! Continuons les gestes barrières

Adidogomé - Agoè Assiyé - Baguida - Boulevard - Casablanca - Grand Marché - Mlémém - Okavango

LE CHAMPION, ENTREPRISE CITOYENNE

Abonnez-vous ou achetez la version pdf de votre journal dès aujourd'hui !



www.pia.tg | www.nouvelleopinion.com | www.ayeko.com

MÉDIAS : Les journalistes à l'école du numérique

Du 25 au 3 septembre 2022, le ministère en charge des Droits de l'Homme, de la Formation à la Citoyenneté, des Relations avec les Institutions de la République et celui de la Communication et des Médias, organisent un atelier national de sensibilisation des professionnels des médias. Ces séances de formation portent sur les enjeux du numérique et l'implication des nouvelles lois adoptées dans l'exercice de la profession. L'objectif que vise une telle initiative est de renforcer les capacités des professionnels des médias sur la notion de " démocratie numérique et participation citoyenne ". La Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC), et l'Observatoire Togolais des Médias (OTM) sont associés à ces séances de formation.

Présent à la première étape de ces séances de formation qui se sont tenues à Lomé les 25 et 26 août 2022, le ministre de la communication et des médias le Professeur Akodah Ayéwouadan a rappelé le



Photo de famille

rôle combien important de la presse.

Pour le ministre Akodah, les médias ont un rôle de diffusion des idées et des idéaux qui en valent la peine et qui contribuent à bâtir un avenir meilleur.

" Notre démarche est pédagogique et vise à remettre au goût du jour, un certain nombre de dispositions essentielles, qui vous permettront d'être toujours des vecteurs de paix, même en temps de conflit ", a-t-il expliqué à l'ouverture des travaux de cet atelier. Rappelons que cet atelier a réuni une quarantaine de journalistes issus des médias publics et privés (presse écrite, en ligne, radio et télévision).

Le ministre a également indiqué qu'à travers cet atelier l'idée est de sensibiliser, de créer avec les hommes et femmes des médias, un espace inclusif de réflexion et d'analyse pour une presse plus professionnelle et participant aux questions de développement. Il a rappelé la responsabilité des hommes de média dans tous les pays en espérant leur engagement ferme pour éviter des situations ingérables.

" Les médias sont garants d'un droit fondamental, le droit à l'information, et il convient de l'exercer en toute liberté, mais avec responsabilité " a-t-il lancé. Selon lui, plus la presse gagnera en responsabilité, moins il y aura d'incivisme

numérique, et plus il sera facile de réaliser le développement et les avantages que cela comporte pour les citoyens.

Après l'ouverture des travaux, les participants ont suivi des communications au cours des deux jours de rencontre qui ont tourné autour de plusieurs thématiques qui sont entre autres :

" État de droit, démocratie et liberté d'expression et d'information : Nécessité d'une éducation aux médias numériques " ; " Le journalisme sensible à la démocratie numérique et à la participation citoyenne, cas pratique " ; " Le rôle des médias dans la promotion d'un cyberspace sûr " ; " Comportement et implication du nouveau code de la presse et de la communication, de la nouvelle loi organique de la HAAC en lien avec l'interprétation du nouveau code pénal ", et " Le journalisme face aux enjeux et rapports de souveraineté : infox et ingérence et contre-ingérence numérique ".

" Quand on parcourt les thématiques retenues pour

cet atelier, on peut comprendre que les échanges vont apporter un certain nombre de réponses à un débat qui a eu lieu en fin d'année 2021 sur la situation de certains confrères qui se sont retrouvés en prison, mais aussi le débat qui a eu lieu par rapport à l'interprétation de certains articles contenus dans le nouveau code de la presse et la loi organique de la HAAC", a expliqué Fabrice Pétchézi, Président de l'OTM.

Le président de l'OTM a également évoqué la question du numérique qui est très important pour ces séances de formation.

Pour lui, notre profession ne peut s'exercer aujourd'hui en marge du numérique. C'est pourquoi, selon lui, l'usage de cet outil est d'une importance et c'est un atout. Il a donc lancé un appel aux journalistes pour mettre toute leur attention afin de maîtriser le cadre juridique qui l'entoure pour ne pas tomber dans les subtilités que regorgent différents textes qui existent.

Il faut souligner que ces ateliers de formation se poursuivent à Atakpamé et prendront fin à Kara le 3 septembre prochain.

Lynda Dalikou

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité
Régistrement n°0149/14/03/01/HAAC
Siège: Adidoadin, PAVIS prolongé,
2ème carré après Pharmacie
Le Galien

Directeur de Publication:
El Hadj TCHAGNAO Arimiyao
Tel: 91 36 37 55
jeantchagnao@yahoo.fr

Secrétariat de la Rédaction:
Agbékponou Junior
Rédacteurs :
Tchagnao
El Hadj Arimiyao
Agbékponou Junior
Ramzad
Maroïne Tchagnao
Pierre Pouli

Imprimerie:
La Colombe
Tirage :
2,000 exemplaires

Décès d'Isidore AYEKO :

La presse togolaise pleure un journaliste mordu à la tâche

La presse togolaise a encore été touchée par un deuil. Isidore Ayeko a trouvé la mort dans un accident de circulation dans la nuit du 23 au 24 août 2022 à Lomé. Ce décès tragique de notre confrère journaliste, rédacteur aux hebdomadaires " La Nouvelle tribune " et " L'Humanité ", a plongé les hommes des médias dans la tristesse totale. Il en est de même pour les autorités en charge des Médias qui ont fait des publications pour honorer la mémoire de notre confrère.

Principalement le ministre de la communication et des médias, Prof Akodah Ayéwouadan fils des plateaux comme Isidore Ayeko a réagi aussitôt après avoir appris la triste nouvelle.

M. Akodah n'a pas man-



Feu Isidore Ayéko

qué d'exprimer toute sa douleur, sa compassion à la presse togolaise et à la famille de notre confrère décédé.

" J'exprime, avec une grande tristesse, mes sincères condoléances et toute ma compassion à la famille biologique et professionnelle d'Isidore AYEKO, journaliste reporter à La Nouvelle Tribune et à L'humanité. Qu'il repose en

paix. ", a écrit le ministre sur son compte twitter.

Isidore Ayeko, très connu pour sa franchise, son talent et sa maîtrise dans les techniques rédactionnelles a fait plusieurs rédactions comme le Journal " La Croix du Sud " autrefois dirigé par Elias Hounkanli qui également nous a quitté il y a quelques années. Isidore Ayéko était aussi ce jour-

naliste qui a fait ses preuves avec le Journal "Le Destin des Nations" devenu "Panorama". Aujourd'hui très actif dans les rédactions de "La Nouvelle Tribune" et de "L'humanité", c'est un vide énorme que son décès aurait engendré pour ceux qui connaissent bien sa plume. Homme très calme avec son sens de l'humour dont on lui connaît, Isidore Ayeko laisse derrière lui, une veuve et un enfant.

Puisse Dieu tout puissant lui accorder son Royaume céleste et qu'il retrouve la paix éternelle. Toute la Rédaction de Nouvelle Opinion par la voix de son Directeur de Publication présente ses sincères condoléances à la famille éplorée.

La Rédaction

72ème comité régional de l'OMS pour l'Afrique :

Satisfécit noté pour la rencontre de Lomé

Démarrés le lundi 22 août 2022, les travaux de la 72ème session du Comité régional de l'OMS pour l'Afrique se sont achevés le vendredi 26 août dernier à Lomé. Consacrée aux questions transversales liées à la santé sur le continent, cette rencontre de Lomé a été une satisfaction totale pour les organisateurs. D'importantes thématiques ont été développées lors des discussions aussi bien en présentiel qu'en mode virtuel.

Après le Togo, c'est le Botswana qui va accueillir la prochaine rencontre de la 73ème session du comité régional de l'OMS pour l'Afrique. Session qui aura lieu du 28 août au 1er septembre



La table d'honneur

2023.

L'annonce a été faite par le ministre togolais en charge de la Santé, Prof Moustafa Mijiyawa lors de la clôture des travaux. C'était en présence des ministres en charge de la Santé.

Pour le déroulement des travaux et surtout l'accueil et l'organisation de cette rencontre, la directrice régionale de

l'OMS pour l'Afrique, Dr Matshidiso Moeti n'a pas manqué de remercier le Président de la République Togolaise, son gouvernement ainsi que les populations togolaises pour l'hospitalité qui leur a été réservée. Elle a également remercié toutes les délégations pour leur disponibilité et le travail de qualité abattu.

Rappelons que la rencontre

de Lomé a permis aux différents participants d'échanger sur des sujets pointus comme la pandémie de la Covid-19. Il a été également question de savoir que faire pour que les systèmes de santé africains soient de plus en plus résilients et préparés pour faire face aux prochaines grandes épidémies. Satisfaite du début jusqu'à la fin, Dr Matshidiso Moeti s'est réjouie que les Etats membres sont en train d'entreprendre des actions par rapport aux leçons apprises tout au long de cette pandémie.

Le ministre togolais de la Santé, de l'Hygiène publique et de l'Accès universel aux Soins Prof Moustafa Mijiyawa

a au nom du chef de l'Etat, salué le bon déroulement des travaux.

Il a exprimé sa gratitude vis-à-vis de tous les participants qui de façon active ont contribué à la réussite des échanges. Cette même gratitude est allée aux responsables de l'OMS et aux différentes délégations pour leur soutien et contribution.

Son collègue béninois de la Santé, Prof Benjamin Hounkpatin a pour son part signifié que la 72ème session a eu un caractère particulier en ce qui concerne le contenu de l'agenda qui a été très enrichissant.

Elom

Commerce :

Les femmes togolaises constituent 57% des actifs

Le commerce est l'une des principales activités génératrices de revenus pour les femmes au Togo. Elle l'est davantage grâce aux différentes formes d'aides apportées par les dirigeants. Ces appuis comprennent la construction des infrastructures marchandes, l'assouplissement des conditions de création d'entreprise, la multiplication des mesures sociales, la garantie du financement...

Les femmes sont choyées à tous les niveaux, c'est la promotion de la gence féminine - une politique développée par le chef de l'Etat Faure Gnassingbé - qui le demande.

Pour preuve, un rapport de la Banque mondiale établit que les femmes togolaises ont 84% des droits reconnus aux hommes. En matière de pouvoir décisionnaire, le taux des femmes dans les instances qui permettent de décider est monté à 35% en 2021, contre 23% plus tôt.

Entre 2019 et 2021, le nombre d'entreprises mises en place par les femmes est monté à 24%. Sur les 37 784 entreprises recensées, 10 217 parmi elles ont été créées par les femmes. Actuellement, la présidence de l'Assemblée nationale et le Premier ministre sont occupés par des femmes.

En outre, le gouvernement



Les revendeuses devant leurs étalages

tel qu'il est constitué, compte 11 femmes.

Le commerce nourrit les femmes et leur ménage

Aujourd'hui, les Togolaises font de l'économie leur chasse gardée. Au niveau du com-

merce, elles constituent 57% des actifs contre 46% pour les hommes. Les Togolaises sont très présentes dans le secteur informel et majoritaires dans les échanges commerciaux entre les milieux urbain et

rural. En tout, 81% de femmes sont présentes dans le secteur du commerce qui est une activité stimulatrice de développement durable.

Les Togolaises ne manquent pas de crédits

Le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) est là depuis 2014 pour s'en assurer. Cet important outil de lutte contre la pauvreté permet aux différentes cibles d'avoir accès à des crédits variés.

Pour les populations vulnérables, longtemps sous-esti-

mées et par conséquent écartées, il a mis fin aux difficultés liées à l'accès aux services bancaires classiques.

Le FNFI a accordé de 2014 à juillet 2022, 102 milliards de francs CFA de crédits à plus de 1,7 million de bénéficiaires dont la plupart sont des femmes. Grâce à ces coups de pouce, la gent féminine se taille une place prépondérante dans l'économie togolaise. Elle échappe aux griffes de la pauvreté ainsi qu'à la dépendance vis-à-vis des hommes.

La Rédaction

Eradication de quatre maladies tropicales négligées :

Le Togo honoré par un Prix spécial de l'OMS

A travers sa politique sanitaire et celle concernant l'éradication de quatre (4) maladies tropicales négligées, le Togo a été primé lors de la 72ème session du Comité régionale de l'OMS pour Afrique. C'est un prix qui a été spécialement décerné au Président de la République Faure Gnassingbé pour son leadership et sa ténacité dans la lutte contre ces maladies.

Cette distinction honorifique dénote de l'engagement des plus hautes autorités du pays pour une bonne santé des populations et surtout celui des sociétés et de tous les acteurs de la santé au plan national.



Faure Gnassingbé (dt) recevant le prix

Un dévouement qui a été possible grâce à l'accompagnement des partenaires techniques et financiers. Les maladies tropicales négligées à savoir : la dracunculose, la filariose lymphatique, la trypanosomiase humaine africaine, le

trachome, ne sont plus un souci sanitaire pour le Togo qui est l'un des premiers des pays africains à les avoir éliminés.

Rappelons que ces maladies tropicales négligées sont un groupe de maladies évitables et curables qui affectent 1,5

milliard de personnes, dont 40 % vivent en Afrique. Elles touchent les populations les plus pauvres et les plus vulnérables qui vivent dans les zones reculées d'Afrique.

Comme l'ont fait les différents acteurs et responsables du système Minata Samata Cessouma la Commissaire à la santé, aux affaires humanitaires et à la commission de l'Union Africaine a salué ce résultat du Togo et a invité les autres pays à le réaliser. Pour elle, c'est un exemple que les autres pays africains doivent suivre.

Elom

BTP, aviation, banque et pêche :

Le groupe EBOMAF marque sa touche en Afrique occidentale, orientale et centrale

Il n'est un secret pour personne. Le groupe EBOMAF est en train de tisser sa toile à travers l'Afrique. Très connu pour avoir fait ses preuves dans les BTP en Afrique occidentale EBOMAF, sous le leadership de son PDG Mahamadou Bonkougou s'est lancé dans les secteurs de la banque, de l'aviation et de la pêche.

Dans son amour pour le développement de l'Afrique, le groupe EBOMAF marque d'un élan positif tous les domaines dans lesquels son expertise est sollicitée. Point n'est besoin d'énumérer les réalisations de ce mastodonte des BTP au Togo, au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Burkina-Faso...

Après avoir convaincu dans le secteur des banques dans la corne de l'Afrique et au Togo avec installation de IB Bank, le groupe EBOMAF dont la compétence n'est plus à démontrer pose désormais ses valises au Gabon. Le Groupe EBOMAF a brillamment réussi dans



Le PDG Mahamadou Bonkougou

les BTP et se consacre dans plusieurs secteurs comme la pêche et le domaine bancaire. Il nous en souvient qu'en 2018, le groupe de Mahamadou Bonkougou a pris le contrôle de la banque de l'Habitat du Burkina-Faso (BHBF) rebaptisée IB Bank International. L'homme d'affaire Burkinabè s'est donc donné le pari de conquérir

hub financier dans la corne de l'Afrique.

Même son de cloche au Togo où, en décembre 2021, grâce à l'ingéniosité de Mahamadou Bonkougou, la BTCL est devenue IB Bank Togo. Cette décision a été prise en conseil des ministres en Août 2021 avec la modification de l'actionnariat qui concède 90%

l'Afrique dans ce domaine en inaugurant IB Bank Djibouti le 28 janvier 2021 en présence des Présidents Djiboutien et Burkinabè d'alors, sur les bords de la mer rouge. Le groupe était donc au cœur de la coopération sud-sud entre les deux pays et s'est signalé comme acteur majeur du

pour le groupe et 10% pour l'Etat togolais. Cette initiative porte déjà ses fruits sur le terrain. Aujourd'hui, le Groupe EBOMAF se tourne vers les autorités gabonaises pour apporter son expertise dans plusieurs domaines que sont : la banque, la pêche et les infrastructures.

Arrivé dans ce pays pour une cause noble, Mahamadou Bonkougou a été reçu par Mme le Premier Ministre du Gabon Rose Christiane Ossouka Raponda en présence de plusieurs personnalités. Les échanges entre le PDG EBOMAF et Mme le Premier Ministre ont été fructueux avec l'engagement du groupe à accompagner le Gabon dans sa politique de développement. " Nous sommes à Libreville au Gabon pour une offre de développement à son excellence Mme le Premier Ministre concernant beaucoup de secteurs d'activité notamment le développement des infrastructures

routières, sociales, la pêche et le secteur bancaire et beaucoup de possibilités que nous sommes venus présenter au Premier Ministre. Nous restons donc disponibles pour accompagner la République du Gabon pour son élan de développement déjà très apprécié " a expliqué Mahamadou Bonkougou au sortir de l'entretien qu'il a eu avec Mme le PM.

Il est donc clair comme l'eau de roche, qu'après avoir fait ses preuves dans ces domaines dans une quinzaine de pays Africains, EBOMAF sera à même d'accomplir toutes les tâches à lui confiées dans ce pays.

Fort de ses expériences dans les BTP depuis une trentaine d'années et ayant convaincu partout où il est présent, il ne fait l'ombre d'aucun doute que ce magnat des BTP apportera son plus au développement du Gabon.

TCHAGNAO

Coopération Afrique-Japon :

Le Togo a pris une part active à la rencontre de Tunis

Le week-end dernier le Togo a pris part à la 8ème édition de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 8). Organisé à Tunis en Tunisie, ce rendez-vous international de partenariat entre le continent africain et le Japon est axé sur trois thématiques à savoir : " transformer l'Afrique en région à croissance vigoureuse tout en tirant partie de la résolution des problèmes sociaux en opportunités de développement " ; " promouvoir une société durable et résiliente " ; et " renforcer la paix et la stabilité en Afrique ".

On notait à cette rencontre, la présence des Chefs d'Etat et de gouvernement, des institutions, des opérateurs économiques, des membres du gouvernement du Japon, de l'Union Africaine, du PNUD, de la Banque Mondiale, de la Banque africaine de développement et du Secrétariat Général de l'ONU pour l'Afrique.

Le Japon apporte une contribution importante à la réalisation des projets prioritaires de développement du Togo notamment, le renforcement de son corridor logistique et l'appui à la mise en œuvre des services sociaux de base dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'eau, de l'énergie, de la pêche et de l'agriculture. Mis à part cet accompagnement, le Togo ambitionne de renforcer et de sceller ce partenariat qu'il nourrit depuis des



Photo de famille



La PA Yawa Tsègan (dt) lors des travaux

années avec le Japon. Ce qui justifie sa participation active à cette rencontre avec la volonté affichée au plus haut sommet de l'Etat de redynamiser cette coopération entre le Japon et le Togo.

Une forte délégation conduite par la Présidente de l'Assemblée Nationale Yawa Djigbodi Tsègan a marqué de sa présence ce rendez-vous. A ses côtés se trouvaient certains membres du gouvernement à l'instar de Kodjo ADEDZE, ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale ainsi que du Dr Mamessilé Aklah ASSIH-AGBA, ministre déléguée en charge de l'accès universel aux soins.

A l'ouverture des travaux, le Président Tunisien Kaïs Saïed, a dans son mot de bienvenue, évoqué les défis qui restent à relever depuis la création de l'Union Africaine et salué la diversité culturelle du Japon qui a permis à ce pays, d'atteindre un niveau record de développement. Il a pour l'occasion invité l'Afrique à s'appuyer sur son potentiel de développement en ressources

humaines et appelé les partenaires de la TICAD à intensifier la coopération pour un développement durable de l'Afrique.

Son homologue du Sénégal Macky Sall, encore Président en exercice de l'Union Africaine ainsi que le président de la commission de l'union africaine, Moussa Faki

Mahamat, ont à leur tour évoqué la nécessité de consolider les acquis du partenariat Afrique-Japon. Ils ont aussi plaidé pour une réorientation de ce cadre conformément à l'agenda 2063 de l'Union Africaine.

Du côté des Nations unies et de la Banque mondiale, ils ont

tour à tour, réaffirmé leur disponibilité à accompagner ce cadre de partenariat entre le Japon et l'Afrique, tout en soulignant la nécessité pour les entreprises privées de jouer un rôle stratégique dans les investissements en matière de création d'emploi, du numérique et de la transition énergétique.

Notons qu'à l'issue de cette rencontre, l'Afrique bénéficiera d'une enveloppe de 30 milliards de dollars qui sera consacrée aux différents projets de développement selon le Premier Ministre du Japon Fumio Kishida.

Elom

Journée nationale du Sport :

Le gouvernement met le sport au service de la santé

Entre le Sport et la Santé, il n'y a qu'un pas. C'est ce que rappelle le gouvernement en instituant une journée nationale du sport. Les préalables de cette décision ont été posés jeudi 25 août 2022 en Conseil des ministres. Il s'agissait d'une communication relative à la promotion des activités physiques et sportives de masse et l'instauration d'une journée du sport ; présentée par le ministre du sport et des loisirs, Dr Lidi-Bessi Kama. Le but visé par le gouvernement est d'ordre sportif, sanitaire et social. La nouvelle passe bien au sein de l'opinion qui trouve également le bien-fondé d'une telle journée.

Lors du Conseil des ministres du 25 août dernier, le gouver-

nement a en effet adopté quatre projets de décret. On peut citer entre autres : " Le projet de décret fixant les modalités de détermination des redevances pour services rendus par l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC) " ; " projet de décret portant code de bonne conduite des représentants de l'Etat dans les organes de gouvernance des entreprises publiques, des établissements publics nationaux et dans les comités ainsi que dans les entreprises privées à participation publique " et un " projet de décret fixant le taux, les modalités de recouvrement et d'affectation de la redevance de régulation du système des mar-

chés publics ".

Quatre communications ont aussi été faites. Celle qui a retenu plus l'attention dans l'opinion est celle relative à la promotion des activités physiques et sportives de masse et l'instauration d'une journée du sport, présentée par le ministre du sport et des loisirs. L'idée, explique le gouvernement, c'est de non seulement promouvoir les activités sportives, mais aussi de promouvoir la bonne santé à travers cette discipline.

" La présente communication vise à solliciter l'autorisation du conseil pour l'instauration de la "journée du sport".

En effet, le renforcement de

Suite à la page 6

Construction de 2500 logements sociaux :

King Dodjro parle de la cité YAYRA

La question du logement et de l'habitat dans notre capitale Lomé est cruciale et préoccupe aussi bien les dirigeants que la population elle-même. En effet, la ville de Lomé ne cesse de s'étendre en largeur, avec des habitations relativement modestes mais surtout éparpillées d'un quartier à l'autre. Ce qui absorbe inutilement beaucoup d'espaces en même temps que crée d'innombrables conflits et litiges fonciers entre propriétaires terrains et acquéreurs, entre communautés, collectivités et autres que la justice a souvent du mal à vider.

Face à cette situation qui nécessite une solution suffisamment réfléchie et vraiment appropriée, le gouvernement togolais, sous l'éclairage du Président de la République, Faure Gnassingbé, a initié et fait voter en 2018, une loi sur la copropriété qui vise principalement à réorganiser le secteur du logement et de l'habitat dans notre pays. Désormais, cette loi offre la possibilité à plusieurs citoyens de disposer d'appartements avec titres fonciers dans un même immeuble, sur une même surface, un peu comme c'est le cas dans les pays développés. Mais depuis lors, aucune initiative n'a été formellement prise par un opérateur pour offrir cette opportunité à la population, alors que le besoin dans ce secteur du logement est très grand et la ville continue de s'élargir inopportunistement. C'est face à ce besoin que Monsieur King Dodjro, expert en structuration économique et directeur de société, a fait le pari de saisir cette opportunité en initiant, pour la première dans notre pays, la construction des immeubles sous forme d'appartements de grande classe au bénéfice des togolais.

Il a par conséquent acquis un espace avec titre foncier de 25 hectares à Djagblé Abolavé dans la banlieue nord de Lomé, en vue de réaliser ce projet qu'il dénomme Yayra Estate. Il envisage entre autres, la construction d'environ 2500 appartements auxquels il adjoint, une clinique, un centre éducatif, des espaces de loisirs, un centre commercial...le tout dans un confort qui donne à la vie humaine tout son sens.

À l'occasion du lancement décisif dudit projet vendredi dans un grand hôtel de Lomé autour d'un dîner de gala, Nouvelle Opinion a arraché une interview exclusive à son promoteur.

Nouvelle Opinion: Quelles sont les motivations concrètes du projet immobilier dont vous êtes le promoteur ?*

King Dodjro : Je vous remercie pour cette opportunité que vous m'offrez pour la première fois de parler de ce projet que nous avons initié, ensemble avec un ami associé et que nous portons depuis quelques mois déjà dans l'ombre.

En tant que togolais, nous avons constaté depuis notre enfance toutes les difficultés que les agents de l'administration publique comme privée, les commerçants et différents acteurs de la vie publique de notre pays éprouvent pour s'octroyer un logement convenable qui leur garantisse un minimum de sécurité et de confort adéquat.

Nos concitoyens continuent jusqu'aujourd'hui de flâner les terrains partout en vue de se construire un petit abri où ils peuvent se loger. Ce qui fait que le premier réflexe du jeune fonctionnaire ou de l'adulte tout court est de tout faire pour s'acheter un lot de terrain quel que soit l'endroit où il le trouve, notamment à la périphérie de la ville. La conséquence immédiate de cette derrière les terrains est la spéculation sur celles-ci qui deviennent excessivement chers et bien au-delà de la bourse du togolais moyen. Mais pire encore, le fait de réussir à s'acheter un lot de terrain n'est non plus une garantie. Les risques des doubles, voire triples ventes sont réels et engendrent de sérieux différends qui compromettent le vivre ensemble et la cohésion sociale.

A partir du moment où le gouvernement togolais a fait une très bonne lecture de cette situation, en a pris la juste mesure et initié une loi sur la copropriété qui a été dûment votée en 2018, nous avons pensé qu'il était de notre devoir d'accompagner cette vision de nos dirigeants en traduisant concrètement cette loi dans les faits.

Voilà ce qui explique l'initiative de ce projet qui va permettre de mettre à la disposition de nos acquéreurs des appartements de



King Dodjro

haut standing avec tout le confort que l'on peut attendre d'un logement moderne.

Qu'est-ce que les togolais doivent alors retenir de votre cité en perspective ?

Il s'agit, comme je l'ai dit tantôt d'une cité qui répond à ce rêve que nous nourrissons d'offrir à nos concitoyens un cadre idéal de vie. C'est un projet suffisamment ambitieux, qui répond à la vision de nos dirigeants et apporte une solution pratique à tous les problèmes relatifs au foncier dans notre pays. Les appartements sont de quatre catégories allant de F1 à F4 avec tout le dispositif nécessaire pour les équipements dont une habitation peut logiquement avoir besoin.

Vous n'êtes sûrement pas les premiers à initier un projet immobilier au Togo. Beaucoup de promoteurs ont initié des projets analogues qui sont finalement restés de simples vues de l'esprit. Qu'est-ce qui peut rassurer aujourd'hui le togolais que vous ferez pas partie du lot des vendeurs d'illusions dans ce domaine de l'immobilier dans notre pays ?

La différence est dans le montage même du projet, dans la structuration qui en est faite et dans la manière de conduire le projet lui-même. Le plus souvent, les promoteurs prennent des crédits à la banque pour construire des villas avant de se lancer dans la chasse aux acheteurs. Dans un tel schéma, il y'a très peu de chance que le projet connaisse du succès, malgré le besoin qui est réel sur le terrain. Notre approche est

totallement différente et surtout très innovante, en tout cas dans notre pays.

Elle consiste à vendre les appartements sur plan, c'est-à-dire qu'on ne construit pas les appartements avant de chercher leurs acquéreurs. Non! La démarche consiste à présenter les plans des appartements et leurs caractéristiques ainsi que leurs coûts au potentiel souscripteur. Celui-ci décide, en fonction de son revenu, de sa bourse et de ses capacités de paiement d'y adhérer et c'est à partir de ce moment que le processus commence.

Déjà cette étape où nous vous parlons, nous avons déjà bouclé le financement de la construction, les acquéreurs n'ont juste qu'à souscrire et le projet se charge ensuite, après étude minutieuse de leurs dossiers, de conduire toute la procédure d'acquisition d'un crédit bancaire auprès de nos banques partenaires qui sont déjà mobilisées à cet effet.

Le crédit acquis sera bloqué par la banque qui nous envoie juste une lettre de confirmation irrévocable de paiement sous réserve de livraison et nous construisons l'appartement au souscripteur. C'est à la remise des clés que la banque nous verse le paiement.

Le processus est très simple et pratique sans aucun risque ni pour le souscripteur, ni pour la banque et cela nous évite la mévente qui constitue, comme vous le savez, l'une des faiblesses des projets immobiliers en Afrique.

Nous avons aussi des compagnies d'assurance partenaires qui

assurent tout le processus et couvrent les risques éventuels. En tout, les garanties de sûreté dans la démarche d'acquisition du crédit et le processus même de construction des immeubles sont assurées de bout en bout dans le montage même du projet.

Tel que vous décrivez le processus l'on a le sentiment que votre projet s'adresse exclusivement aux salariés ou bien il y'a une autre procédure pour les particuliers, les commerçants et autres ?

Non, notre projet ne concerne justement pas que les salariés. Nous ferions certainement erreur en ne servant que leur cause. Nous avons pensé à tout le monde qui a soit la capacité ou alors les moyens de s'offrir un appartement chez nous.

En principe, pour les particuliers, le processus est pratiquement le même, à savoir que les souscripteurs doivent juste déposer les fonds sur un compte bloqué et la banque nous transmet le même type de lettre. La diaspora aussi a la possibilité d'ouvrir des comptes même à distance auprès de nos banques partenaires. Il suffit de nous contacter à cet effet; les accords y afférents sont déjà signés avec les banques.

Tout le monde sait que les habitudes sont une seconde nature qu'il n'est pas aisé de les changer d'un seul coup. Pensez-vous vraiment que les togolais vont adhérer à ce principe de vivre désormais en appartements ?

Cette question est très pertinente,

mais je vais sûrement vous surprendre avec la réponse. Il y'a en réalité deux mois que nous avons lancé la prospection des acquéreurs, après avoir eu à tout ficeler avec les banques, les assurances, le notaire, les constructeurs etc. Déjà à cette étape du lancement, soit donc soixante jours seulement de prospections, nous avons dans nos cahiers, enregistré 500 souscripteurs sur les 2500 attendus. Pourtant nous n'avons fait aucune campagne de communication digne de ce nom allant dans ce sens. Voilà pourquoi nous avons décidé, par reconnaissance à ces premiers souscripteurs, d'organiser cette soirée en leur honneur à travers ce dîner de gala qui sert en même temps de lancement officiel du projet.

Comme vous le savez si bien, la reconnaissance est une vertu et il nous a donc semblé judicieux de remercier ces souscripteurs pour cette confiance qu'ils ont investie en nous et en même temps leur promettre que nous irons jusqu'au bout de ce projet qui suscite déjà autant d'intérêts auprès des togolais.

Au même moment que vous semblez enthousiaste à ce constat que les gens s'intéressent massivement à votre projet, nous sommes plutôt inquiets à propos des coûts des appartements, au regard du luxe et du confort que vous promettez.*

Soyez-en rassurés! Après tout, il s'agit bien d'accompagner une vision qui est initiée de haut par nos dirigeants.

Je ne vous apprendrais sûrement rien en rappelant que le chef de l'État envisage la construction de 20 mille logements pour les togolais dans les années qui suivent en vue de soulager les citoyens qui sont dans ce besoin. Il était donc impératif pour nous d'étudier sérieusement la bourse du togolais et d'en tenir largement compte.

Celui qui a un revenu d'au moins 150.000 fca par mois, peut facilement acquérir un appartement convenable chez nous qu'il va payer sur une longue durée allant jusqu'à 15 ans voire au-delà s'il le faut.

Au bout du compte, nous nous devons de contribuer au mieux-être de nos concitoyens, étant nous-mêmes togolais. Voilà pourquoi nous avons minimisé notre profit pour donner la chance au maximum de concitoyens de s'octroyer un cadre de vie convenable.

Merci de vous être disposé à cette interview !

C'est à vous le merci pour l'opportunité...

Transport et logistique :

Des performances enregistrées par le Togo

En 2021, des avancées ont été réalisées dans le secteur du transport et de la logistique. Malgré les deux années de la pandémie de covid-19, le Togo s'est doté de solides stratégies qui ont conduit à des performances dans le transport terrestre, aérien et maritime.

Le pays fait son bonhomme de chemin pour atteindre son précieux objectif : devenir un hub aérien et logistique d'excellence et un centre d'affaires de premier ordre dans la sous-région.

Le succès de l'aéroport de Lomé

L'Agence nationale de l'aviation civile (Anac) a relevé avec succès le défi de la crise sanitaire.

Elle a peaufiné ses plans pour faire du Togo l'une des destinations les plus sûres avant, pendant et après la pandémie. En répondant aux exigences sanitaires de gestion et de lutte efficace, la santé des passagers a été préservée.

L'aéroport de Lomé a reçu son certificat d'accréditation sanitaire du Conseil international des aéroports (ACI). Par la suite, le Togo a été classé par les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni parmi les pays les plus sûrs au monde pour leurs ressortissants par rapport au faible risque de contamination à la covid-19. Cela a entraîné une hausse de 52% des passagers. De 460

000 en 2020, le trafic de passagers est passé à 960 000 voyageurs en 2021.

Dans les tops

De son côté, le port de Lomé a aussi enregistré des performances. Il a fait son entrée dans le top 5 des ports africains et dans le top 100 des ports mondiaux. Si ces avancées sont au rendez-vous, c'est grâce aux 29,6 millions de tonnes de marchandises qui ont transité par le port en 2021, soit une croissance d'environ 14% du trafic global. Le volume global des conteneurs a ainsi augmenté de 15,12% par rapport à l'année 2020.

Aussi, l'opérationnalisation du port sec de la Plateforme indus-



trielle d'Adetikopé (PIA) offre une capacité d'accueil de 12 500 conteneurs pour décongestionner le port de Lomé en servant de manutention et de transbordement des marchandises en provenance ou à destination du port.

Routes terrestres

En décembre 2021, plusieurs travaux qui sont maintenant en cours de réalisation ont été annoncés par le gouvernement

comme le bitumage et l'aménagement de la voie du petit contournement et de ses bretelles, plus les travaux de la voie de Ségbé, longue de 10 km.

D'autres travaux dotés d'un investissement de 30 milliards de francs englobent la construction des ouvrages de drainage des eaux pluviales et de bitumage dans plusieurs communes de Lomé.

La Rédaction

Nouveau code du travail :

Le SYN BANK poursuit le renforcement de capacité des délégués des assurances

Le SYN BANK poursuit ses séries de formation à l'endroit des représentants des travailleurs de son institution. Après la première session de renforcement de capacité des délégués des assurances, le bureau du SYN BANK a clôturé la deuxième session avec une autre vague des assureurs. C'était les 26 et 27 août dernier au siège dudit syndicat à Lomé.



Une vue de l'assistance lors des travaux

L'objectif de ce renforcement de capacité est de parcourir le nouveau code du travail par rapport à ses différentes innovations. C'est-à-dire mettre à niveau les connaissances des délégués du personnel des assurances. Ainsi, tous les aspects du nouveau code du travail ont fait l'objet d'échanges à savoir, les nouveaux enjeux et modifications. Ceci pour permettre aux délégués de sensibiliser à leur tour leurs camarades syndiqués et leurs personnels une fois arrivés dans leur lieu de travail. Plusieurs types de contrat à savoir celui à durée indéterminée et déterminée ; les contrats de projets ainsi que saisonniers et contrats d'intérim ont été parcourus tout au long des formations. Mis à part les fondamentaux sur les contrats, le formateur Anaté Tomdéma Chef service d'inspection de travail de Lomé-Est 2 est revenu sur les formes de procédures permettant de rompre un contrat. Pour lui, certaines pratiques qui s'observaient sur le terrain, ne respectaient pas la réglementation en vigueur. Ainsi, il a jugé bon que ces séries de formation permettent aux représentants de cerner les nouvelles dispositions du

nouveau code du travail. Un début de résultat positif a été observé par rapport aux plaintes qui s'enregistraient auparavant.

Bien que les conflits ne puissent pas être éradiqués totalement dans les entreprises, le formateur reste quand même conscient qu'à l'issue des différentes

formations, les litiges entre employés et employeurs vont être allégés

M. MANZI Serge délégué au niveau de Prudential Bénéficial a de son côté, remercié SYN BANK pour l'initiative qui leur a permis de bien cerner les contours du nouveau code du travail ainsi que ses innovations. Satisfait pour cette deuxième phase qui a spécifiquement porté sur les obligations attribuées à un délégué du personnel et syndical, il a souhaité que cette initiative venant du Secrétaire Général du SYN-

BANK puisse continuer afin que les délégués du personnel puissent bien remplir leur mission et arriver à leur tour à former les camarades qui n'ont pas eu accès au contenu du nouveau code du travail.

Rappelons que ce nouveau document, qui compte 378 articles, vient en remplacement d'un texte qui a été mis en vigueur depuis près de 15 ans (2006), et qui veut notamment rendre plus lisibles et claires les dispositions majeures dans ce domaine.

Elom

Journée nationale du Sport :

Le gouvernement met le sport au service de la santé

Suite de la page 4

la pratique des activités sportives par la population togolaise permettra de prévenir et de maîtriser des maladies non-transmissibles notamment l'obésité, le diabète, l'hypertension artérielle, les problèmes cardiovasculaires et psychologiques. À travers l'instauration d'une journée au moins par mois consacrée au sport populaire, le gouvernement exhorte toutes les couches socio-professionnelles de notre pays à pratiquer des activités physiques et sportives afin d'améliorer le bien-être et la bonne santé pour une meilleure contribution au développement du pays", a indiqué le Porte-parole du gouvernement Professeur Akoda AYE-WOUADAN après le conseil.

Si l'instauration de cette journée venait à se concrétiser, cela ferait du Togo, l'un des rares pays au monde à prendre l'initiative. Elle est en tout cas, plus ou moins appréciée au sein de l'opinion. Une telle journée,



pour certains, ne fera que du bien pour tous.

" J'imagine cela nous tous au Togo pratiquer les sports une journée comme cela se fait pour la journée de l'arbre (1er juin, Ndlr). Ça paraît amusant, mais je pense que ça sera une bonne chose si on le met en application. Les bienfaits du sport pour l'homme ne sont plus à démontrer donc moi, j'apprécie vraiment cette initiative " a confié Hervé Gnagno, entrepreneur à notre rédaction.

Sport au service de la santé

La journée est annoncée pendant que le pays abrite la 72e session du Comité régional de l'OMS pour l'Afrique. Cette rencontre qui a regroupé des sommités de l'Organisation et les

ministres de la santé des 47 pays de l'Afrique était destinée à définir une nouvelle politique sanitaire pour le continent.

L'idée de mettre le sport au service de la santé était déjà annoncée au jour 2 de cette conférence par le ministre Lidi-Bessi Kama quand il s'agissait d'exposer la stratégie du Togo pour lutter contre la drépanocytose.

" Sous l'égide de l'OMS plusieurs avancées ont été réalisées. Des avancées thérapeutiques pour améliorer la prise en charge des drépanocytaires. Mais nous l'avons tous bien compris que l'accessibilité à cette thérapie est onéreuse et est très limitée et pour notre part nous pensons que nous devons mutualiser nos efforts pour agir à travers une très bonne campagne de prévention qui doit viser en priorité les jeunes. Le sport se trouve au cœur de toutes ces actions. En

utilisant ce canal, nous pouvons les conscientiser, leur parler de ce que c'est que la drépanocytose, de ses conséquences et comment faire pour l'éviter ", avait affirmé Lidi-Bessi Kama.

Il s'agit visiblement pour le gouvernement désormais, de sensibiliser, toucher autant de population sur la prévention des maladies, et le canal idéal selon les autorités, c'est le Sport. " Il faut que nos concitoyens aient une santé forte pour agir sur la destinée de leur pays en travaillant... Cela constitue également un moyen de cohésion au sein de la société " a affirmé le ministre Akoda AYE-WOUADAN.

L'ambition en vérité pour le gouvernement, c'est d'arriver à éliminer d'autres maladies tropicales négligées comme les quatre déjà éliminées notamment la dracunculose, la filariose lymphatique, la trypanosomiase humaine africaine et le trachome.

Stanislas AZIATO

Bien que menacé, l'hippopotame reste la cible privilégiée du commerce illicite d'ivoire

Décimé par la chasse depuis les années 1990, l'hippopotame fait désormais face à d'autres menaces, telles que la perte de son habitat et le braconnage pour son ivoire. Ainsi, des réseaux de trafiquants font tout pour passer par les mailles grâce à la corruption, malgré les efforts d'EAGLE-Togo qui accompagne les autorités pour que les textes sur la protection des espèces protégées soient appliqués.

De nombreuses menaces pèsent sur l'hippopotame, à commencer par le réchauffement climatique, la perte de leur habitat, et le braconnage pour l'ivoire contenu dans leurs dents. De plus, leur vente à des fins commerciales et la chasse sportive pour les trophées sont également légales. Ce sont ainsi près de 78 000 parties et produits d'hippopotame qui ont été commercialisés légalement de 2009 à 2018.

Perçu comme un signe de richesse et de statut social, l'ivoire transformé en objets divers a été le point de départ d'un commerce international intense qui a gagné jusqu'à l'Europe, bien que la vaste majorité des exportations se fassent à destination de l'Asie du Sud-Est. D'un autre côté, l'hippopotame est également recherché pour sa peau et pour sa viande par certaines sociétés africaines qui donnent une vertu de bravoure et de force à la



Un hippopotame, cible des braconniers

viande d'hippopotame.

L'hippopotame qu'on retrouve dans toute l'Afrique Subsaharienne et qui passe la majorité de son temps dans les lacs et les fleuves pour se protéger du soleil, est considéré aujourd'hui comme une espèce vulnérable par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Les hippopotames à cause de la menace d'extinction pourraient rejoindre la liste des animaux les plus menacés de la planète. Et, 10 pays d'Afrique de l'Ouest ont proposé que ces gros mammifères bénéficient de la protection la plus élevée par la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) en les inscrivant à l'annexe I de la convention.

Pourtant, l'hippopotame joue même un rôle important dans la biodiversité. En déféquant dans les rivières, il les enrichit avec du silicium, un élément indispensable à la croissance de microalgues essentielles à l'écosystème

des rivières africaines. Les hippopotames sont particulièrement vulnérables face aux menaces car ayant une productivité très lente. Les femelles n'atteignent en effet leur maturité sexuelle qu'à l'âge de 10 ans, et la gestation est longue, elle qui dure 8 mois.

Selon Rebecca Lewison, coprésidente du groupe de spécialistes des hippopotames de l'UICN, la plus grande menace pour les hippopotames est la perte et la dégradation de leur habitat. " Les hippopotames dépendent de l'eau douce pour survivre, ce qui les met souvent en conflit avec les communautés locales qui ont également besoin d'eau douce pour l'agriculture, l'énergie, la pêche et le développement résidentiel. Les conflits hippopotames-humains sont en augmentation, en particulier en Afrique de l'Ouest, où les populations d'hippopotames communs déclinent rapidement. Les conflits hippopotames-humains entraînent malheureusement des décès d'hippopotames et

d'humains et ont contribué à un problème connexe de chasse non réglementée pour la viande d'hippopotame et l'ivoire, qui se trouve dans leurs dents canines. ", a-t-elle déclaré.

Au Togo, les hippopotames sont intégralement protégés, et on en compte une cinquantaine. La vallée du Mono, compte à elle seule, plus d'une trentaine d'hippopotames, selon le rapport de l'ONG CDAC. La détention, la circulation et la vente de trophées d'hippopotames, sont punies par les articles 761 et 796 du nouveau Code pénal du Togo. L'article 761 par exemple réprime d'un maximum de cinq ans de prison et de cinquante millions d'amende, toute personne qui directement ou indirectement commercialise sans droit, une espèce animale protégée.

Pourtant, dans le fleuve Mono, le fleuve Oti ou dans les marres et lacs du sud du pays, les hippopotames sont chassés même si on reconnaît que la chasse reste une activité traditionnelle. En mai 2022, deux Béninois ont été arrêtés en possession des peaux de fauves et de seize grosses dents d'hippopotames qu'ils tentaient de vendre illicitement.

Le trafic des espèces en voie d'extinction dont l'hippopotame provient d'abord des trafiquants qui activent les braconniers par des billets de monnaies, associé à cela, la sous-

information et la pauvreté de la majorité de la population. Il faut aussi ajouter un manque d'encadrement efficace des populations sur les questions de la protection des espèces. Aussi, le pays constitue une plaque tournante pour le transit des produits ou trophées d'espèces de faune comme les ivoires. Et selon le Coordinateur assistant d'EAGLE-Togo, nous sommes loin d'arriver à zéro trafic de dents d'hippopotame ou autres produits d'espèces protégées si nous ne convergeons pas nos actions dans cette lutte et que chaque acteur impliqué ne prenne conscience.

Il revient également aux populations de devenir leurs propres gardiens afin de sauvegarder les espèces rares et de permettre leur pérennité dans les pays où ils vivent encore comme l'hippopotame malgré les braconnages ici et là. Qu'il s'agisse de la chasse entraînant le déclin rapide d'une espèce, ou du réchauffement de la planète, ou encore de la pêche avec ses filets toujours plus longs, l'homme est presque toujours responsable du recul, si ce n'est de la disparition des espèces animales. Ainsi, la lutte contre le trafic illégal des dents d'hippopotame nécessite des actions concrètes : les arrestations et les poursuites judiciaires et condamnations de tout contrevenant.

EAGLE-Togo

AGRICULTURE : Le Togo excelle dans la production céréalière

La production des céréales a connu une augmentation fulgurante en 03 ans. Le taux de production qui a progressé de 2,7% pour la campagne 2017-2018, a atteint 6,5% en 2020. Cette hausse confirme les efforts du gouvernement en vue de faciliter la vie aux agriculteurs.

Seulement les filières maïs, mil et sorgho sont concernées par cette hausse. Leur niveau de production est passé de 1,19 million de tonnes en 2018 à plus de 1,26 million de tonnes en 2020.

Le maïs occupe 950 000 tonnes sur la production de 2020 et les autres filières, 318 000 tonnes.

Facteurs de la réussite



Un meilleur accès aux financements et aux engrais est garanti aux producteurs. Sans oublier la mécanisation et l'intensification des recherches agricoles.

Le déploiement du Mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques (Mifa) en 2018 s'est révélé être un grand atout pour l'augmen-

tation des productions.

Grâce à celui-ci, 202 998 producteurs ont bénéficié d'un accompagnement financier et 1 450 coopératives de producteurs ont été structurées en 03 ans.

Ensuite, il est évident que le Projet d'appui à l'employabilité et à l'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs (Paeij-SP) reste

impactant. Outre l'appui financier qu'il accorde, il facilite l'accès aux équipements techniques.

Subvention pour l'engrais

A chaque campagne agricole, le gouvernement met en place une subvention pour l'acquisition des engrais afin d'accompagner les agriculteurs. De 2 935 160 000 francs CFA au cours de la campagne 2018-2019, la subvention est désormais de 17 680 000 000 de francs CFA pour le compte de la campagne 2022-2023.

Aussi, l'Institut togolais de la recherche agronomique (Itra) s'implique par des travaux d'amélioration variétale. En ce qui concerne le sor-

gho, plusieurs cultures y sont associées pour mieux rentabiliser les exploitations. Par ailleurs, l'institut a mis en place des recommandations sur les terres pour lesquelles devraient opter les agriculteurs pour les différentes cultures. A cet effet, une carte de fertilité a été élaborée sur instruction des autorités publiques.

D'autres stratégies sont élaborées pour le développement des filières comme celle du maïs qui fait partie d'un plan de développement de 147 milliards de francs CFA à l'horizon 2030. Toutes ces actions mises en œuvre assurent la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations.

La Rédaction

30 Nov. 17^{ème}
18 Déc.
2022

Foire Internationale de LOME

Foire de toutes les opportunités



C'est Reparti!



CENTRE TOGOLAIS DES EXPOSITION ET FOIRES DE LOME
+228 90 31 76 37 / 98 70 96 95

www.cetef.tg



**Tous mes services
au bout du doigt ?
Clic, Appli TMoney !**



Téléchargez et utilisez gratuitement l'Appli.

Distributeur Officiel IB BANK Togo en Mobile Money

Avancer. Pour vous. Pour tous.

